



[À la une / Centre des médias](#)

COMMUNIQUÉS DE PRESSE | HAUT-COMMISSARIAT AUX DROITS DE L'HOMME

# Ouganda : Volker Türk consterné par la décision confirmant la loi discriminatoire contre les homosexuels

03 avril 2024

Partager



---

GENÈVE (le 3 avril 2024) – Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l’homme Volker Türk a exprimé aujourd’hui sa consternation face à la décision de la Cour constitutionnelle ougandaise de confirmer la constitutionnalité de la loi discriminatoire contre l’homosexualité. Il a exhorté les autorités à l’abroger dans son intégralité, ainsi que toute autre législation discriminatoire.

« Près de 600 personnes auraient été victimes de violations des droits humains et d’atteintes à ces droits en raison de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre, réelle ou supposée, depuis la promulgation de la loi contre l’homosexualité en mai de l’année dernière », a déclaré M. Türk. « Il faut l’abroger dans son intégralité, sans quoi ce nombre ne fera malheureusement qu’augmenter. »

« Les autorités ougandaises doivent respecter les droits et la dignité de tous, indépendamment de l’orientation sexuelle ou de l’identité de genre. La criminalisation et l’application de la peine de mort aux relations homosexuelles consenties sont contraires aux obligations de l’Ouganda en vertu des instruments internationaux relatifs aux droits de l’homme », a-t-il ajouté.

Volker Türk a appelé les autorités ougandaises à interdire la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre. « La constitution ougandaise et les obligations découlant des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme n'exigent rien de moins que l'égalité de traitement et la non-discrimination pour tous », a souligné le Haut-Commissaire.

« Les autorités doivent aussi impérativement abroger l'article 145 de la loi sur le Code pénal, qui prévoit des sanctions pénales pour les relations homosexuelles consenties. Elles doivent également modifier la loi sur l'égalité des chances pour que l'orientation sexuelle, ainsi que l'identité et l'expression de genre soient des motifs de discrimination interdits. »

Le Haut-Commissaire a également appelé les autorités à garantir un environnement propice à tous les défenseurs des droits humains, dont les défenseurs des droits des LGBTQ, pour qu'ils puissent mener à bien leur travail légitime en faveur des droits humains, notamment en leur permettant de s'enregistrer et d'exercer sans discrimination leurs droits à la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique.

**Pour plus d'informations et pour toute demande de la part des médias, veuillez contacter :**

**À Genève**

Liz Throssell : + 41 22 917 9296 / [elizabeth.throssell@un.org](mailto:elizabeth.throssell@un.org)

**À Nairobi**

Seif Magango : + 254 788 343 897 / [seif.magango@un.org](mailto:seif.magango@un.org)

**Suivez et partagez**